**Le docteur Kolo Roger sur qui plane l'ombre de celui qui l'a fait Premier ministre de Madagascar**

LETTRE OUVERTE A MR. LE PREMIER MINISTRE DE LA REPUBLIQUE DE MADAGASCAR, MR ROGER KOLO,

Monsieur Le Premier Ministre,

Je tiens tout d'abord à préciser que je suis sain de corps et d'esprit et que j'écris cette lettre sans aucune contrainte. Cette précision pour vous réconforter sur la réalité et la véracité des propos de la Lettre ce qui ne semble pas toujours être le cas dans des témoignages qui vous ont été rapportés. Oui nous sommes aussi au courant au niveau international de cela.

Mais l'objet de la lettre n'est pas ce débat mais bien celui qui continue de faire «rage» autour de

la diffusion d'informations sur la Peste.

Après le tapage médiatique national relayé par les médias internationaux sur la peste, le ministre de la Santé, le docteur Kolo Roger entouré de son équipe sort enfin de son silence pour expliquer aux représentants des partenaires techniques et financiers la situation ce 25 novembre.

Car le ministre de la santé estime que le tam-tam des médias autour de la peste risque fort de nuire à l'économie de Madagascar et notamment à l'export.

*« Certains supermarchés à l'étranger hésitent à vendre des litchis en provenance de la Grande Ile car ils craignent que ces fruits transmettent la peste. Ce qui n'est pas vrai du tout »,* explique le ministre de la Santé.

Il fait appel ainsi au sens de responsabilité des gens de média pour préserver l'économie nationale.

*« Je ne vous demande pas de parler de moi d'une façon positive mais de bien faire attention pour que les informations n'aient pas de répercussion négative sur l'économie nationale »,* selon Kolo Roger.

Cette mise au point auprès des partenaires techniques et financiers était nécessaire pour qu'ils relaient les *« vraies informations »*, toujours dans le but de ne pas léser l'économie nationale.

D'après vos propos à nouveau relayés au niveau international, vous demandez à la Presse de privilégier l'économie nationale immédiate à la diffusion de l'information sur la situation de la peste à Madagascar, information privilégiant donc la prévention.

De cette situation, nous, citoyens d'Europe nous posons la question de savoir si d'une part les journalistes sont des menteurs, des paniqueurs, des irresponsables mais alors cela comprend aussi l'Institut Pasteur et l'OMS ou si pour des raisons purement économiques vous demandez à la presse de ne pas en parler soit un mensonge par o mission?

Du point de vue de l'information, pensez-vous que les citoyens européens ne s'informent pas par le propre moyen aussi?

Je suis quelque peu étonné que vous pensiez de la sorte après avoir vécu tant d'années en Suisse, non?

Du point de vue économique, lorsqu'une grande surface ou une entreprise en général veut commercialiser un produit, il fait une étude de marketing et évalue divers scenarii. Ils peuvent acheter des denrées de Madagascar, s'assurer qu'elles sont saines, mais peuvent-ils s'assurer que les clients qui s'informent eux aussi, ne vont tout de même pas émettre un doute et par conséquent même si vous garantissez qu'il n'y a pas de risques, l'instinct de précaution poussera le consommateur à se tourner vers d'autres produits. Par conséquent ce n'est nullement une information restrictive qui pourra augmenter l'économie nationale mais bien l'éradication de la peste, n'est-ce pas?

Finalement, pensez-vous que les européens ne s'inquiète pas du sort de leurs impôts?

Nous lisons que près de 75 millions sont en voie de déblocage pour Madagascar qui en a bien besoin, mais quelle n'est pas notre incompréhension en lisant que ces millions seront en partie dévorés pour l'opération *«coup d'arrêt»* qui vu d'ici consiste à obliger des bandits à se rendre pour être amnistier et voir se remettre à nouveau ses armes. Vu d'ici, à quoi va réellement servir ces millions qui devraient financer des projets pour les 22 millions d'innocents de votre île et non ces quelques milliers de repentis armés. C'est une question à laquelle vous apporterez une réponse à toute la communauté internationale, je n'en doute pas.

J'espère que vous répondrez à toutes nos inquiétudes par la voie diplomatique auprès de l'Union Européenne qui nous lit en copie.

Respectueusement,

**Jean-Marc Demoulin**

**Belgique, 26.11.2014**